

SHORT NEWS

Fixerstube: Auslagern

Die elementare Frage des Standorts der Fixerstube ist nach wie vor offen. Auch nachdem Alain Biren, Präsident der „Stëmm vu Bouneweg“, dem Chamberpräsidenten diese Woche seine Unterschriftenpetition überreichte. „Falls morgen die von der Regierung vorgesehene Struktur mit 40 Betten in einen anderen Bezirk kommen soll, dann sind wir solidarisch“, sagt Biren. Wiederholt betonte er, dass seine Organisation nicht gegen die Fixerstube an sich sei - nur gegen den Standort in der Nähe des Wohnviertels. Die „Stëmm vu Bouneweg“ würde für kleine, dezentrale Infrastrukturen von maximal 15 Betten plädieren - „denn so bekommen wir auch eher eine Akzeptanz in der Bevölkerung.“ Diese Argumentationsweise hinterlässt jedoch eher Zweifel: Auf Nachfrage, wie die Stëmm reagieren würde, falls demnächst etwa drei kleinere Einheiten in verschiedene Stadtbezirke, davon eine nach Boneweg kommen würde, machte Biren einen Rückzieher: „So eine Infrastruktur, ob groß oder klein, hat nichts in einem Wohnviertel zu suchen“, so Biren. Und Boneweg sei nicht das Auffangbecken von allen sozialen Einrichtungen. In den nächsten Wochen wird man sehen, ob das Verdikt der städtischen Arbeitsgruppe zur Fixerstube das auch so sieht.

Anti-discrimination: une réaction

Suite à l'article "Une loi indésirable" de Renée Wagener sur la mise en place du nouveau Centre pour l'égalité, paru dans le woxx 932 du 13 décembre, Serge Kollwelter nous avait fait parvenir une réaction. Comme l'adresse Mail n'était pas correcte (eh oui, Wagner n'est pas Wagener ...), le message a pris un certain temps à être repêché par le Webmaster. Voici donc avec quelque retard la réaction à l'article. "Non merci!

Tout d'abord je souhaite bon vent aux élus actuels et à venir du Centre pour l'égalité de traitement. Je récuse cependant les compliments hypocrites de Patrick de Rond à mon égard: ce sont les siens qui n'ont pas voulu de moi, dont acte! Pour donner corps au concept de diversité, j'avais présenté une équipe de 4 personnes, dont deux venant du monde syndical, 2 juristes, 2 femmes et une étrangère. Avec la représentante du CNFL, il y aurait donc eu 3 femmes et 2 hommes. Il y a lieu de noter que les 4 candidates et candidats se sont tous retirés. Serge Kollwelter"

woxx@home

On va tous mourir !

Et ben, voilà ! Ah, c'est du propre ! Et pourtant, on y était presque. Quoi ? Ben, la libération du monde, pardi ! C'est qu'il était à deux doigts d'être définitivement sauvé. Boum, le mur de Berlin tombe. Crac, l'Union soviétique s'effondre. Quant aux quelques méchants qui subsistaient, on leur a vite fait leur affaire: Saddam Hussein - trop facile - deux, trois missiles et que voilà la démocratie. Restait plus qu'à ratatiner - tranquille - l'Iran, la Chine, la Corée du Nord, et voilà ! La paix et la démocratie partout ! A deux doigts qu'on y était ! Mais non, fallait que les assurances et les banques s'en mêlent. Avec leurs prêts immobiliers à taux variables, les « seubpraïmsses ». On n'a pas tout compris comment que ça devait fonctionner, mais on a pigé que ça n'a pas marché. Et vlan que l'économie mondiale se casse la gueule. Comme en 29 ! Franchement, cette semaine, la rédaction s'est posé la question s'il fallait sortir un nouveau numéro. Puisque c'est bientôt fini, pourquoi continuer à travailler ? Voilà pourquoi, si un vendredi, vous cherchez désespérément le woxx, c'est qu'on a fait nos valises et qu'on boit nos derniers cocktails aux Seychelles.

INTERVIEW

MITTAL-ARCELOR

“M. Mittal ne peut pas faire n'importe quoi”

Interview: Luc Caregari

Didier Zint, secrétaire général du syndicat métallurgique-sidérurgique Nord-Lorraine (CFDT) sur la mobilisation des ouvriers de Gandrange.

woxx : Quelles sont vos attentes face à la mobilisation de ce 24 janvier à Luxembourg ?

Didier Zint : On attend surtout aujourd'hui que les représentants de la direction annoncent le gel du plan de restructuration de Gandrange. Et qu'ils laissent donc le temps aux organisations syndicales et intersyndicales de présenter leur contre-projet et de l'étudier.

En quoi consiste le contre-projet ?

Notre contre-projet comprend deux volets : un volet industriel et un volet social. Nous considérons aujourd'hui qu'on peut garder aussi bien l'aciérie que le laminoir à condition d'investir dans les outils. Et puis le deuxième volet, c'est de dire qu'on a de nombreux salariés qui sont partis à la retraite et en même temps 300 jeunes ont été embauchés. Il faut que ces jeunes puissent être formés spécialement aux métiers de la sidérurgie. Nous proposons donc, avec la région lorraine et l'Etat français, à aider Mittal à former ces jeunes.

N'y a-t-il pas eu d'investissements importants en 1999, quand Mittal a acheté Gandrange ?

Non, pas tellement. On a estimé les investissements à 60 millions d'euros, mais ils ont surtout servi à financer des mises à niveau ou des réparations. Pas suffisant pour en faire une usine à haute performance qui permettrait à M. Mittal de rester en concurrence et de gagner de l'argent. On ne nie pas non plus que le choix de construire un four électrique en économisant un peu sur l'investissement et en laissant effectuer cette construction par ses propres services, n'était pas intelligent - même si cette décision incombe aux prédécesseurs de M. Mittal, entre autres Guy Dollé. Mais on sait depuis 15 ans qu'il peut être performant à condition d'y investir un peu plus d'argent.

Comment fonctionne la collaboration avec les syndicats luxembourgeois ?

Elle fonctionne au sein du comité d'entreprises européen et on a des relations avec le LCGB et l'OGBL. Sur ce dossier, on s'est d'ailleurs rapprochés d'eux pour savoir quels étaient les postes disponibles au Luxembourg, puisque la direction de Gandrange prétend pouvoir reclasser une certaine d'emplois au Luxembourg. Et nos collègues luxembourgeois de répondre que c'était n'importe quoi, car il reste encore cent personnes à reclasser au grand-duché. On voit mal comment on reclassera les nôtres, si ici le reclassement n'a même pas encore abouti. Nous pensons que le combat de l'usine de Gandrange est aussi celui de la sidérurgie lorraine et même européenne. Si on les laisse fermer Gandrange aussi facilement sans se battre, cela voudra dire que demain ils peuvent fermer n'importe quelle usine et personne ne dira jamais rien. Et ça, ce n'est pas acceptable.

Cette manifestation est donc une sorte d'avertissement ?

Il ne peut pas faire n'importe quoi, ni n'importe comment. M. Mittal n'est pas le seul à détenir la vérité. On est aussi énervés par les propos tenus par les responsables politiques de chez nous qui estiment que le plan de reclassement va fonctionner. Nous pensons que ce sont des mensonges et que ce plan est irréalisable.

La semaine prochaine Nicolas Sarkozy devrait rencontrer Lakshmi Mittal. Vous en attendez quelque chose ?

Le président rencontrerait effectivement Lakshmi Mittal vendredi prochain. M. Sarkozy a dit que le dossier le préoccupait et qu'il allait le regarder de très près.

Ne craignez-vous pas une récupération démagogique du « télé-président » ?

C'est un risque. Mais est-ce qu'on peut se priver d'un soutien présidentiel dans notre situation ? Surtout quand on connaît la propension de M. Mittal à fréquenter les grands de ce monde.